

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Lexpansion-com-Grenelle-II-de->

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau
en action > Campagnes et mobilisations nationales > Campagnes et mobilisations 2010 > Juin 2010 : Grenelle 2 : mobilisons-nous
contre la banalisation des pollutions nucléaires ! > Revue de presse > **Lexpansion.com : Grenelle II de l'air pour le nucléaire...**

5 mai 2010

Lexpansion.com : Grenelle II de l'air pour le nucléaire...

Interrogé par la chaîne Energie, Jean-Marie Brom, administrateur du réseau Sortir du Nucléaire, livre son analyse du Grenelle de l'Environnement. Son verdict est cinglant : malgré ses effets d'annonce, le gouvernement n'a eu et n'aura d'autre volonté que de soutenir la filière du nucléaire.

05/05/2010

Qu'attendait Sortir du Nucléaire du Grenelle de l'Environnement ?

Pas grand-chose, puisque nous n'y avons pas été conviés ! Nous aurions de toute manière refusé d'y participer, puisque le pouvoir politique à tout de suite indiqué que la question du nucléaire n'aurait pas sa place à la table des négociations.

Quel aurait été un « vrai » Grenelle, selon vous ?

Le point de départ d'une nouvelle politique énergétique française aurait été, et nous le demandons depuis toujours, la prise d'une décision politique claire de sortie du nucléaire. Les EPR en construction vont coûter près de 12 milliards d'euros : croyez-vous que l'Etat ait les moyens de mettre la même somme dans le renouvelable ? Le nucléaire est un gouffre financier ! La France est d'ailleurs le seul pays à miser sur sa relance au plan national et international, mais tout cela n'est que de l'esbroufe : il n'y a que 3 centrales en construction dans le monde... Pour le prix d'un EPR, le gouvernement pourrait se lancer dans un grand chantier de rénovation et d'isolation du parc immobilier ancien et créer de l'emploi, et bien plus qu'avec une centrale qui emploiera, à terme, 600 personnes ! Pour changer la manière de produire de l'énergie, la France doit abandonner le modèle jacobin sur lequel elle s'est bâtie, qui justifie le nucléaire. Nous devons décentraliser la production énergétique, la régionaliser et privilégier des systèmes fondés sur les capacités propres de chaque région : des panneaux solaires sur la côte méditerranéenne, des éoliennes sur la côte atlantique...

Que craignez-vous aujourd'hui ?

Rien de plus que ce que nous avons toujours su, à savoir que la France ne mènerait pas une réelle politique de développement des énergies renouvelables car elle mise déjà sur un programme électro-nucléaire très coûteux. Notre pays n'a ni les moyens, ni l'envie de mener deux politiques énergétiques de front. Dès la tenue des premières discussions du Grenelle nous avons assisté à un travail acharné des lobbies du nucléaire (ou des pesticides...) qui n'ont jamais masqué leur intention de contenir le développement du renouvelable : dans ce domaine, la lutte contre l'éolien (voir le rapport Ollier) est la plus aboutie ! Elle n'en demeure pas moins l'arbre qui cache la forêt.

Que dire, à ce propos, des propositions du rapport Ollier sur l'éolien ?

Passons les en revue...

▶ La mise en place de schémas régionaux de l'éolien ? Une garantie que rien de neuf ne pourra se construire avant plusieurs années, compte-tenu du temps mis à élaborer de tels schémas.

▶ La mise en place d'un seuil de puissance ? Ce n'est rien d'autre qu'un appel du pied aux opposants à « l'éolien industriel », et qui prétend empêcher de fait toute création de faible puissance, mieux adaptée à une commune moyenne, à un territoire.

▶ La distance minimale de 500 mètres entre éolienne et « locaux d'activités préexistants » ? Le rapport Ollier aurait mieux fait d'évaluer l'opinion des riverains situés à 300 mètres des installations existantes, au lieu de se contenter d'annoncer une nouvelle distance sortie d'on ne sait où...

▶ Le classement des éoliennes ? De fait, lorsque l'on mesure les chicaneries de toutes sortes qui entravent tout nouveau projet, ce classement existe déjà...

▶ Et enfin, l'obligation de constituer des provisions pour « démantèlement des installations en fin de vie » : cela serait effectivement une bonne idée, si elle devait s'appliquer à toute structure de production d'énergie... et commençons donc par la dizaine de réacteurs nucléaires arrêtés depuis une vingtaine d'années...

Propos recueillis par Léa-Sarah Goldstein